

Comment les groupes communautaires de réfugiés soutiennent la réinstallation

G Odessa Gonzalez Benson

Les groupes communautaires de réfugiés doivent souvent remplir des lacunes de service après la réinstallation, mais ils sont rarement reconnus et sont mal intégrés aux processus officiels de réinstallation.

Très rapidement après l'arrivée aux États-Unis (US) des premiers réfugiés bhoutanais en 2008, ceux-ci ont commencé à former de petits groupes dans pratiquement chaque ville afin de répondre aux besoins les plus pressants de leur communauté. Ces groupes communautaires ont surgi de la base à partir de réseaux sociaux déjà existants et offraient un moyen effectif de sensibilisation de la communauté et traduisaient ce qui est peut-être une réaction fondamentale parmi les communautés migrantes, à savoir se rassembler pour résoudre les difficultés communes. Les chefs de ces groupes étaient ceux qui avaient le niveau le plus élevé d'éducation, qui parlaient couramment l'anglais, et qui avaient déjà une réputation et une expérience de travail, notamment en tant que chefs ou enseignants lorsqu'ils se trouvaient dans les camps de réfugiés.

Parce que les réfugiés réinstallés sont souvent placés à proximité les uns des autres, le message à propos de ces individus clés s'est facilement propagé et il est devenu relativement aisé de les joindre pour obtenir de l'assistance. Les conseils et les orientations qu'ils ont fournis (gratuitement) avaient pour objectif d'atténuer les difficultés émotionnelles pendant la période de transition de la communauté. Ils étaient également les personnes vers lesquelles se tourner à un moment de crise, comme par exemple en cas d'urgence médicale. En tant que groupe, ils organisaient des discussions publiques informelles, des cours d'anglais ainsi que la célébration des événements culturels et religieux traditionnels.

Ces groupes communautaires de réfugiés au niveau local ont pendant longtemps fait partie du processus de réinstallation aux États-Unis, complétant les services professionnels et remplissant des lacunes importantes, tout en favorisant l'accès à l'autosuffisance de bien d'autres manières. Au niveau officiel, neuf agences nationales non gouvernementales de réinstallations sont sous contrat et financées sur une base annuelle par le Bureau de la réinstallation des réfugiés du gouvernement fédéral des États-Unis pour apporter des services d'aide à la transition aux réfugiés, pour couvrir leur besoins

essentiels et les aider à s'autonomiser au cours des phases précoces de leur réinstallation. Ces agences sont consultées par le gouvernement dans le cadre de l'élaboration de politiques et de la planification des processus de réinstallation, y compris lorsqu'il s'agit de déterminer le placement adéquat des réfugiés à travers les villes américaines.

Inclus – sans être entièrement intégré

Les professionnels qui travaillent dans ces agences de réinstallation et les chefs des groupes communautaires bhoutanais apportaient des formes similaires d'assistance, particulièrement pendant les premières phases de la réinstallation, mais ils différaient en termes de légitimité, de ressources et du soutien reçu. Les travailleurs sociaux proposaient également des cours d'anglais, par exemple, dans le cadre de services pour lesquels ils étaient mandatés. Toutefois, les professionnels des agences se voyaient souvent dans l'incapacité de répondre aux besoins divers et immédiats de l'ensemble des réfugiés, du fait de leurs ressources limitées et du nombre de leurs dossiers. De plus, les services de gestion des cas financés par le gouvernement fédéral ne duraient généralement que huit mois, et seuls certains cas spéciaux avaient droit à un soutien supplémentaire. En outre, il était particulièrement difficile pour des travailleurs sociaux qui ne parlaient que l'anglais de communiquer et d'aider les réfugiés bhoutanais qui ne parlaient que leur langue maternelle. Les chefs des groupes communautaires bhoutanais se sont donc mobilisés pour remplir ces lacunes de service laissées par les agences de réinstallation.

Et de fait, les agences de réinstallation ont reconnu la valeur des groupes communautaires et de leurs chefs, et les ont souvent recrutés pour apporter des services et travailler dans le cadre de projets financés par des subventions. Bien souvent également, les agences de réinstallation ont consulté les chefs de ces groupes afin de vérifier si les services qu'elles proposaient étaient culturellement appropriés et efficaces ou pour obtenir la participation de la communauté aux projets.

février 2017

www.fmreview.org/fr/reinstallation

Ces types d'emplois et de consultations n'ont toutefois que très rarement évolué vers des formes plus significatives de partenariat. Dans leur grande majorité, les chefs des communautés bhoutanaises avaient l'impression de ne pas avoir de voix dans la planification de la réinstallation et de n'avoir aucun accès aux ressources et aux liens institutionnels dont disposaient leurs homologues professionnels des agences de réinstallation. Après quelques années, très peu de ces groupes avaient obtenu suffisamment d'assistance technique et financière pour être en mesure de renforcer leurs capacités organisationnelles et il n'y avait que peu ou pas d'espace pour une intégration légitime des groupes communautaires aux agences de réinstallation. Malgré un engagement actif sur le terrain, la prise en charge des programmes et des projets étaient rarement transférée aux groupes communautaires ou partagée avec eux.

Alors qu'ils cherchaient par leurs efforts à compléter les services professionnels en couvrant des besoins sociaux et pratiques plus généraux, les groupes communautaires des réfugiés bhoutanais ont également cherché de nouveaux moyens pour répondre à des besoins émergents spécifiques et des objectifs plus généraux. Dans une ville, par exemple, les chefs des groupes communautaires bhoutanais ont collaboré avec un groupe local de plaidoyer. De nombreuses familles bhoutanaises et leurs enfants avaient été placés par les agences de réinstallation dans une zone qui se trouvait juste en dehors de la zone couverte par les écoles et les transports en commun. De nombreux enfants bhoutanais se voyaient donc contraints de parcourir pratiquement 5km à l'aller et au retour le long d'une route à fort trafic considérée dangereuse pour les piétons. Le groupe communautaire a fait cause commune avec le groupe de plaidoyer pour organiser des événements publics, dont les plus importants ont rassemblé plusieurs centaines de personnes, afin de mobiliser les résidents autour de ce problème et obtenir un soutien populaire élargi. En conséquence, les administrateurs de l'école ont modifié la politique de couverture du transport scolaire de manière à mieux prendre en compte les besoins des familles nouvellement arrivées.

Dans une autre ville, c'est le gouvernement municipal qui est devenu le partenaire du groupe bhoutanais. Dans ce cas précis, l'un des projets était un programme agricole très apprécié de la communauté bhoutanaise dont de nombreux membres traditionnellement avaient été des agriculteurs dans leur pays d'origine. Les Bhoutanais avaient participé aux équipes de planification et de mise en œuvre et avaient collaboré avec les travailleurs municipaux.



Des réfugiés bhoutanais réinstallés aux États-Unis travaillent dans des jardins maraîchers qu'ils ont mis en place avec l'aide de l'ONG Citizen D. www.citizenid.org

Comme dans le cas d'une coopérative agricole conventionnelle, l'équipe s'était assurée un financement et un terrain, et avait organisé les travailleurs et les bénévoles pour planter, récolter, commercialiser et administrer l'exploitation. Cette ferme non seulement produisait suffisamment pour faire tourner une petite entreprise mais suscitait également un engagement et un sentiment d'appartenance chez les membres de la communauté.

Dans un troisième cas, dans une autre ville, un groupe communautaire de réfugiés bhoutanais a d'abord cherché en interne puis s'est tourné vers de nouveaux partenaires pour résoudre la question de la citoyenneté des membres plus âgés de la communauté bhoutanaise. Obtenir la citoyenneté est important d'un point de vue tant politique que d'intégration symbolique mais aussi en ce qui concerne la stabilité économique que cela confère. Néanmoins, les Bhoutanais les plus âgés qui dans leur majorité ne parlent pas l'anglais et ne peuvent donc pas passer les tests de langue requis pour obtenir la citoyenneté américaine, ne peuvent pas être naturalisés et sont privés des droits à une assistance publique qui leur fait défaut et que dans d'autres circonstances ils pourraient recevoir. Les organisations qui offrent de manière plus générale des cours de citoyenneté aux immigrants n'avaient pas de solution efficace pour répondre aux problèmes de langue des membres plus âgés de la communauté bhoutanaise. Le groupe communautaire a donc développé son programme et ses stratégies propres pour enseigner la langue aux étudiants plus âgés et leur proposer des cours de citoyenneté en népalais et en anglais assurés par des chefs bénévoles. Les chefs de la communauté ont cherché à obtenir des conseils et une assistance directement auprès d'experts juridiques et médicaux en vue d'obtenir des dispenses pour les examens de nationalité. Même s'ils ont tenté non seulement de résoudre des cas

individuels mais aussi de trouver des solutions plus globales, l'absence de citoyenneté des membres âgés de la communauté est un problème social qui reste en grande partie non résolu.

La reconnaissance des groupes communautaires de réfugiés

Ces cas démontrent ce qu'il est possible de faire en marge du processus officiel de réinstallation et prouvent ainsi par la même occasion ce qui fait défaut à ce processus. Le recours à des groupes de plaidoyer, des autorités locales et des professionnels spécialisés peut permettre l'introduction de nouveaux moyens pour résoudre des difficultés émergentes et pour dépasser la simple couverture des exigences les plus essentielles de la réinstallation. Ne pas tenir compte des efforts menés par les communautés traduit non seulement un manque de soutien mais un « gaspillage »

actif du potentiel de ces communautés. Une première étape pourrait peut-être consister à reconnaître la validité des stratégies et des capacités existantes des communautés à travers des déclarations publiques d'approbation et de reconnaissance. Une seconde étape serait de légitimer les groupes de réfugiés et les services qu'ils offrent en compensant financièrement l'assistance apportée au niveau de la communauté, en accordant un statut aux chefs en tant que participants aux équipes de planification, en apportant une assistance technique au renforcement des capacités et, plus important encore en autorisant les groupes communautaires des réfugiés à participer officiellement à la politique de réinstallation.

G Odessa Gonzalez Benson obenson@uw.edu
Doctorante, Faculté de service social, Université de Washington <http://socialwork.uw.edu/>